

Vincent RISSIER
Contre l'écologie de guerre
 (La Dispute, 2026, 164 p., 14 €)

L'auteur, à travers ce court mais incisif pamphlet, se propose de revisiter une théorie apparue au début de la guerre d'Ukraine visant à considérer ce conflit comme une aubaine qui serait enfin l'occasion pour l'Europe de se priver du gaz russe et d'enclencher un cercle vertueux de la transition énergétique en sortant des énergies fossiles. La théorie ainsi promue avait été portée par le philosophe Pierre Charbonnier, qui exerce au CNRS et à Sciences Po, présenté comme disciple de Bruno Latour, sous l'appellation d'« écologie de guerre » à travers plusieurs articles et ouvrages. Il s'agit pour cette école de faire d'une pierre deux coups en menant tout à la fois une guerre contre le régime russe et s'engager vers l'impératif de réduction de gaz à effet de serre. On vit même fleurir, à l'initiative du groupe des Verts/ALE du Parlement européen, une campagne « *Soyons solidaires avec l'Ukraine* » s'appuyant sur des affiches portant des slogans « *Isolons Poutine, isolons les maisons* » ou « *Plus de soleil, plus de vent, plus de paix* ». En bref, l'émergence d'un contexte de guerre devrait être considérée comme une aubaine pour la transition énergétique ajoutant aux thèmes de la sobriété et de l'austérité une dimension patriotique et guerrière.

C'est cette théorie que Vincent Rissier considère comme néfaste et qu'il s'attache à réfuter.

Il signale que partout dans le monde le recours à la guerre impli-



quant des grandes puissances a éclipsé la préoccupation de la destruction de l'environnement, phénomène que les écologistes peinent à aborder et dont ils devraient s'emparer. Il considère que l'engouement vers la théorie de l'écologie de guerre constitue « *l'exemple le plus consolidé et sophistiqué de la tentative des secteurs centristes de la classe politique et de l'écologie pour concilier transition écologique et militarisme* ». À ses yeux l'écologie de guerre pourrait neutraliser le refus de la guerre qui peut naître sur des bases écologistes notamment dans la jeunesse. De fait les partisans de l'écologie de guerre convergent sur un point en avançant que dans sa lutte contre la Russie de Poutine, l'Union européenne pourrait sortir de sa crise existentielle. La dimension stratégique est omniprésente en intégrant les impératifs de sécurité et de puissance et redonne une nouvelle légitimité à l'écologie qu'il s'agit d'embarquer dans un nouveau grand récit historique plus adapté au retour des guerres et du conflit.

Malheureusement après quatre années de guerre en Ukraine personne n'oserait avancer que cela a favorisé la décarbonation de l'Europe. Car rien ne s'est passé comme prévu. On a vu se mettre en place de nouvelles stratégies d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL), d'acheminement plus souple à travers des bateaux plus chers, bien plus coûteux pour l'environnement, souvent issus de gaz de schiste extraits par fracturation et créant une nouvelle dépendance, cette fois-ci aux États-Unis. Le GNL émettrait 2,5 fois plus de CO₂, que le gaz transporté par gazoduc. Cette posture est d'autant plus étonnante qu'elle s'écarte des dernières préoccupations du GIEC, qui après des années, commence enfin à prendre en considération l'impact des activités guerrières sur le climat. À raison, puisque guerres et faits militaires constituent un puissant moteur des destructions écologiques et de la crise du climat. Et l'auteur d'affirmer « *l'écologie de guerre apparaît comme le vernis idéologique au service d'un impérialisme vert européen* ».

L'auteur ne peut s'épargner le plaisir de se livrer à une lourde charge contre les Verts pour lesquels « *l'écologie de guerre vient finalement offrir une charpente théorique, en même temps qu'un alibi, à un état de fait depuis longtemps acté* ». Il vient de rappeler avec force exemples les prises de positions des Verts, caractérisant leur dérive, en faveur de nombreuses guerres, du Kosovo à la Libye en passant par la guerre du Golfe et l'intervention en Afghanistan, alors même qu'ils « *doivent compter sur un*

héritage puissant mais encombrant » du temps lointain de leurs engagements pacifistes.

La critique contre l'« *écologie de guerre* » est salutaire, bien menée et réfute une idéologie dangereuse qui doit être combattue. Ce livre entend contribuer à l'émergence d'une alternative écologiste, antimilitariste, anticapitaliste et anti-impérialiste. L'ouvrage dégage, en creux, par contre une autre idée qui mérite discussion. L'absence de prise en compte d'un caractère particulier que la question climatique impose, à savoir celui de la temporalité dont la non prise en compte rejoint l'adhésion implicite à un mot d'ordre qui connut un certain succès : « *c'est le système qu'il faut changer, pas le climat* ». À rebours de toute expérience. Les peuples colonisés n'ont pas attendu pour déclencher leurs luttes en faveur de l'indépendance que leurs métropoles basculent à gauche et leur octroient la liberté ; pas plus que les mouvements féministes n'ont attendu la fin du capitalisme pour développer leurs luttes et obtenir des avancées indiscutables. Concernant le climat s'ajoute une préoccupation largement partagée, c'est celle de l'urgence. Peut-on attendre la fin du système en prenant le risque d'être carbonisé avant ? Le mot d'ordre « *c'est le système qu'il faut changer, par le climat* » apparaît nettement plus adapté. Changer une lettre – par au lieu de pas – s'impose comme nettement plus réaliste et évite le tout ou rien inefficace. Mais c'est un autre débat.

MICHEL ROGALSKI